

RCS : MELUN
Code greffe : 7702

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de MELUN atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2020 B 01890
Numéro SIREN : 889 518 700
Nom ou dénomination : ACANOK

Ce dépôt a été enregistré le 01/10/2020 sous le numéro de dépôt 9141

CONTRAT D'APPORT DE TITRES DE SOCIETE

ENTRE-LES SOUSSIGNES

Monsieur KHERBOUCHE Rachid,
Né le 31 août 1980, à AKBOU BEJAÏA (Algérie)
Demeurant 7, Rue de Foljuif (77140) SAINT-PIERRE-LES-NEMOURS,
De nationalité algérienne,
Célibataire,

**Ci-après dénommé « L'Apporteur »
D'une part,**

ET

La Société ACANOK société par actions simplifiée à associé unique au capital de 1 000 000,00 Euros
à NEMOURS (77140) 10, rue des Palis, en cours de constitution et d'immatriculation au Registre du
Commerce et des Sociétés de Melun,
Représentée par Monsieur KHERBOUCHE Rachid, Président, régulièrement habilité à l'effet des
présentes.

**Ci-après dénommée « La Société bénéficiaire »
D'autre part,**

Ci-après dénommés collectivement les « PARTIES »,



IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

I. Caractéristique de la SARL PCPACK dont 100 parts sociales sont apportées

La SARL PCPACK est une entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée, dont l'objet, tel qu'indiqué dans ses statuts est la vente et réparation de matériel informatique et multimédias neufs, déstockages et occasions.

Son siège social est situé 10 rue des Palis (77140) NEMOURS.

Elle est immatriculée au RCS de Melun sous le numéro siren 523 224 202 le numéro de siret 523 224 202 000 29.

Elle est immatriculée à la Chambre des métiers et de l'artisanat de Seine et Marne.

Son capital social s'élève à 40 000,00 Euros et est divisé 100 parts sociales de 400 Euros de valeur nominale chacune, dont Monsieur KHERBOUCHE Rachid est l'exclusif propriétaire.

La société est dirigée par Monsieur KHERBOUCHE Rachid, gérant.

L'apporteur est associé à 100 % de la SARL PCPACK.

II. Caractéristique de la Société ACANOK bénéficiaire de l'apport de titres

La société ACANOK est une société par action simplifiée, dont l'objet, tel qu'indiqué dans ses statuts est :

- La prise d'intérêt ou de participation dans toute société commerciale, industrielle, civile quelle que soit leur forme et leur objet par tous moyens, directement ou indirectement ;
- La gestion et l'animations sous toute forme, de toutes sociétés détenues ou non,
- Et toutes opérations de quelque nature qu'elles soient se rattachant directement ou indirectement à ce qui précède, pourvu que ces opérations ne modifient pas le caractère commercial de la Société.

Son siège social est situé 10 rue des Palis (77140) NEMOURS.

Elle est en cours de constitution et d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés de Melun.

Son capital social s'élève à 1 000 000,00 d'Euros et est divisé en 100 000 actions de 10 Euros chacune, attribué en totalité à Monsieur KHERBOUCHE Rachid.

La société est dirigée par Monsieur KHERBOUCHE Rachid, Président

La société n'a consenti, à ce jour, aucun droit ou émis aucune autre valeur mobilière susceptible de permettre l'attribution ou la souscription de droits sur son capital.

III. Motifs et buts des apports de titres.

L'apporteur souhaite apporter 100 % des titres qu'il détient dans le capital de la SARL PCPACK au profit de la Société Bénéficiaire.

L'apporteur a souhaité renforcer ses activités par la constitution d'une société Holding et a proposé à la Société Bénéficiaire de lui faire un apport de sa participation dans le capital de la SARL PCPACK.

Par conséquent, la société ACANOK serait détentrice à 100% de la SARL PCPACK.

La Société Bénéficiaire a accédé à cette demande.

CECI EXPOSE, IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUI

ARTICLE 1 – DESCRIPTION ET EVALUATION DE L'APPORT

1.1 Principe

L'apport consenti par l'apporteur porte sur les 100 parts sociales appartenant à Monsieur KHERBOUCHE Rachid, composant 100% du capital social de la Société PCPACK dont les caractéristiques sont précisées ci-avant.

Les titres seront apportés avec jouissance au jour de la réalisation définitive de l'opération d'apport. La totalité des dividendes susceptibles d'être distribués à compter de cette date par la Société émettrice des titres apportés reviendra, à hauteur desdits titres apportés, à la société Bénéficiaire.

1.2 Apport

L'apporteur apporte, sous les conditions suspensives ci-après visées à l'article 6 des présentes, les titres qu'il détient dans le capital social de la SARL PCPACK, dans les proportions suivantes et sous réserve de la justification par l'apporteur de la propriété des titres.

Monsieur KHERBOUCHE Rachid apporte sous les conditions et garanties de fait et de droit en pareille matière, à la Société Bénéficiaire ce qui est accepté par elle et son représentant, ès-qualités :

- La pleine propriété des CENT parts sociales de la SARL PCPACK
Numérotées de 1 à 100100 parts sociales

TOTAL DES PARTS SOCIALES APPORTEES100 parts sociales

1.3 Valeur des apports

Pour déterminer la valeur des apports, l'évaluation a été faite entre LES PARTIES par référence à différentes méthodes d'évaluation.

La valeur de 100% des titres apportés par Monsieur KHERBOUCHE Rachid a été arrêtée conventionnellement à UN MILLION D'EUROS (1 000 000,00 €), soit une valeur unitaire de la part sociale égale à DIX MILLE EUROS (10 000,00 €),

Soit l'apport en nature de Monsieur KHERBOUCHE Rachid affranchi de tout passif, est évalué à la somme de globale d'UN MILLION D'EUROS (1 000 000 €).

Les évaluations ci-dessus retenues ont été soumises à la société Cabinet Fiduciaire d'Expertise Comptable-CFEC représentée par le CABINET CHRISTOPHE RACAUD désigné en qualité de Commissaire aux apports par décision unanime des associés du 6 juillet 2020.

Un original du rapport de la société Cabinet Fiduciaire d'Expertise Comptable-CFEC représentée par le CABINET CHRISTOPHE RACAUD désigné Commissaire aux apports demeurera annexé au présent contrat.

ARTICLE 2 - REMUNERATION DE L'APPORT

En rémunération de l'apport ci-dessus désigné, évalué à 1 000 000,00 d'Euros, il sera attribué à l'apporteur 100 000 actions nouvelles de 10 Euros chacune, entièrement libérées de la Société ACANOK.

Ces 100 000 actions nouvelles porteront jouissance à compter de l'immatriculation de la Société Bénéficiaire au Registre du Commerce et des Sociétés ; elles jouiront des mêmes droits et supporteront les mêmes charges, notamment toute retenue d'impôts, en sorte que toutes les actions de même nature sans distinction, donneront droit au paiement de la même somme nette lors de toute répartition ou tout remboursement effectué pendant la durée de la société ou lors de sa liquidation.

Leurs droits aux dividendes s'exerceront pour la première fois sur les bénéfices mis en distribution au titre de l'exercice en cours à cette date de réalisation.

Ces actions seront négociables dès la date de réalisation définitive de l'apport en nature ci-dessus décrit.

ARTICLE 3 – CHARGES ET CONDITIONS DE L'APPORT

L'apport stipulé est consenti et accepté sous les conditions ordinaires de fait et de droit en pareille matière et sous les charges et conditions suivantes :

3.1 L'apporteur déclare qu'à la date de réalisation définitive de ses apports :

- Les titres apportés seront intégralement libérés ; ils ne seront grevés d'aucun nantissement, d'aucune sûreté ou restriction quelconque ;
- Il n'existe aucune convention qui permettrait à un tiers d'exercer des droits quelconques sur lesdits titres du fait de leur apport ;

- Il détient des droits de pleine propriété réguliers sur lesdits titres, ceux-ci ne faisant l'objet d'aucun litige.

- 3.2** D'une manière générale, la Société Bénéficiaire de l'Apports, sera subrogée dans tous les droits et obligations de l'Apporteur attaché aux titres apportés.
- 3.3** Dès la réalisation définitive de l'Apport, la Société Bénéficiaire sera seule habilitée, aux lieux et places de l'Apporteur, à effectuer toute opération relative à la propriété des titres apportés ou en résultant, sauf à requérir, en cas de besoin, l'assistance de l'Apporteur.
- 3.4** Les parts sociales de la Société Bénéficiaire remises en rémunération de l'Apport porteront jouissance au jour de son immatriculation.

ARTICLE 4 – ORIGINE DE PROPRIETE

L'apporteur détient l'ensemble des parts sociales de la SARL PCPACK depuis la cession de l'intégralité des parts de Madame Farida HADJ AHMED à Monsieur Rachid KHERBOUCHE par décision d'assemblée générale extraordinaire en date du 5 novembre 2012.

Soit un capital social de 40 000 euros, divisé en 100 parts sociales.

ARTICLE 5 – DECLARATIONS GENERALES

L'apporteur déclare, pour ce qui le concerne :

- Que les droits sociaux apportés sont sa propriété légitime, qu'ils sont de libre disposition et ne sont grevés d'aucune inscription ou privilège, notamment de nantissement ;
- Que la SARL PCPACK dont les droits sociaux sont apportés n'ont jamais été et ne sont pas en état de cessation de paiements, de redressement ou de liquidation judiciaire et ne font pas l'objet d'une procédure de règlement amiable.

ARTICLE 6 – CONDITIONS SUSPENSIVES

La réalisation du présent apport est soumis aux conditions suivantes :

- A l'agrément de la SARL PCPACK, conformément aux statuts,
- A la constitution et l'immatriculation de la Société ACANOK.

Il est expressément convenu que la réalisation desdites conditions suspensives devra intervenir au plus tard le 30 septembre 2020 à défaut de quoi, le présent contrat sera considéré comme caduc et non avenu, sans indemnité de part et d'autre.

ARTICLE 7 – DECLARATIONS FISCALES

7.1 Droits d'enregistrement

Monsieur KHERBOUCHE Rachid, apporteur susvisé, s'engage, conformément aux dispositions de l'article 809 I Bis du Code général des impôts, à conserver pendant un délai de trois ans les titres reçus en rémunération de son apport.

En conséquence, **l'apport est exonéré de droit.**

7.2 Fiscalité des plus-values

Monsieur KHERBOUCHE Rachid apporteur ainsi que la Société ACANOK représentée par Monsieur KHERBOUCHE Rachid, Président, déclarent opter pour le régime spécial des plus-values prévu à l'article 150-0 B Ter du Code général des impôts.

Les parties soussignées s'engagent à respecter les règles prévues à 150-0 B Ter du Code général des impôts et notamment l'ensemble des obligations déclaratives prévues par ce texte, avec l'engagement de conserver les parts sociales reçues en contrepartie de l'apport durant trois ans.

L'imposition de la plus-value nette à long terme éventuellement réalisée sur l'apport des éléments non amortissables, est reportée jusqu'au moment où interviendra la cession à titre onéreux des droits sociaux reçus en rémunération de l'apport, le rachat de ces droits par la société ou la cession par la société des biens concernés.

Ce report d'imposition est subordonné à la production par l'apporteur d'un état qu'il joindra à la déclaration de revenus souscrite au titre de l'année au cours de laquelle l'apport a été réalisé.

La plus-value éventuelle dégagée sur l'apport des éléments amortissables sera imposée au nom de la société bénéficiaire de l'apport par réintégration dans ses bénéfices imposables selon les dispositions prévues au paragraphe 3-d de l'article 210 a du Code Général des Impôts.

La plus-value ne sera donc ni constatée, ni imposée au cours de la présente année mais elle le sera ultérieurement lors de la cession des titres remis en échange de l'apport.

ARTICLE 8 – DECHARGE DU REDACTEUR.

Les Parties reconnaissent que le rédacteur de l'acte n'est pas intervenu dans les négociations ayant abouti aux présentes conventions et n'a eu pour seule mission que de rédiger, à leur seul gré, les accords arrêtés entre eux et selon les indications et renseignements qu'ils lui ont été donnés, déclarant qu'elles le dégagent de toutes responsabilités.

En outre Les Parties reconnaissent avoir été informées tant des obligations fiscales résultant de la signature des présentes que des conséquences du non-respect desdites obligations.

ARTICLE 9 – DISPOSITIONS DIVERSES

9.1 Litiges

Tous les litiges auxquels le présent contrat pourra donner lieu, tant pour sa validité que pour son interprétation, son exécution ou sa réalisation, seront, de convention expresse, soumis à la loi française et déferés à la juridiction compétente du siège de la SARL PCPACK.

9.2 Frais

Tous les frais, droits et honoraires auxquels donne ouverture l'apport de titres, ainsi que tous ceux qui en seront la suite et la conséquence, seront supportés par la société Bénéficiaire.

9.3 Election de domicile

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile :

- L'apporteur : 7, Rue de Foljuif (77140) SAINT-PIERRE-LES-NEMOURS ;
- la Société Bénéficiaire en son siège social indiqué en tête des présentes.

9.4 Pouvoirs

Tous pouvoirs sont dès présent expressément donnés :

- aux soussignés, avec faculté d'agir ensemble ou séparément, à l'effet de faire le nécessaire au moyen de tous actes complémentaires ou supplétifs ;
- aux porteur d'originaux ou d'extraits certifiés conformes des présentes et de toutes pièces constatant la réalisation définitive de l'apport, pour exécuter toutes formalités et faire toutes déclarations, significations, tous dépôts, inscriptions, publication et autres.

ARTICLE 10 - FRAIS

Les frais, droits et honoraires des présentes, ainsi que ceux qui en seront la conséquence, sont à la charge de la Société bénéficiaire qui s'oblige à les payer.

Fait en 3 exemplaires.

A NEMOURS.

Le 30 juillet 2020.

Monsieur KHERBOUCHE Rachid
Apporteur

La société ACANOK
représentée par Monsieur KHERBOUCHE Rachid
Président de la Société Bénéficiaire

Enregistré à : SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE ET DE
L'ENREGISTREMENT
MELUN 1
Le 25/09/2020 Dossier 2020 00067085, référence 7704P01 2020 A 02416
Enregistrement : 0 € Pénalités : 0 €
Total liquidé : Zero Euro
Montant reçu : Zero Euro
L'Agent administratif des finances publiques

Rachid RAMDANI
Agent Administratif
des Finances Publiques

**RAPPORT DU
COMMISSAIRE AUX APPORTS**
(Rapport établi en vertu de l'article L 225-8 du code de commerce)

ACANOK

SAS au capital de 1 000 000 euros

10 Rue des Palis

77140 NEMOURS

En cours d'immatriculation

**RAPPORT DU
COMMISSAIRE AUX APPORTS**
(Rapport établi en vertu de l'article L 225-8 du Code de Commerce)

A l'associé unique de la société **ACANOK**,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par la décision de l'associé unique, nous avons établi le présent rapport prévu par l'article L 225-8 du Code de Commerce.

L'apport envisagé est décrit dans le projet d'apport en nature. Il nous appartient d'exprimer une conclusion sur le fait que la valeur de l'apport n'est pas surévaluée.

A cet effet, nous avons effectué nos diligences selon la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes applicable à cette mission. Cette doctrine professionnelle requiert la mise en œuvre de diligences destinées, d'une part, à apprécier la valeur des apports, à s'assurer que celle-ci n'est pas surévaluée et à vérifier qu'elle correspond au moins à la valeur nominale des actions à émettre par la société bénéficiaire des apports éventuellement augmentée de la prime d'émission.

Notre mission prenant fin avec le dépôt du rapport il ne nous appartient pas de mettre à jour le présent rapport pour tenir compte des faits et circonstances postérieurs à sa date de signature.

1. PRESENTATION DE L'OPERATION ET DESCRIPTION DES APPORTS

1.1. Contexte de l'opération

L'apporteur souhaite apporter 100 % des titres qu'il détient dans le capital de la SARL PCPACK au profit de la société ACANOK

L'apporteur a souhaité renforcer ses activités par la constitution d'une société Holding et a proposé à la société ACANOK de lui faire un apport de sa participation dans le capital de la SARL PCPACK.

1.2. Présentation des sociétés

SARL PCPACK – Société apportée

La SARL PCPACK est une entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée, dont l'objet, tel qu'indiqué dans ses statuts est la vente et réparation de matériel informatique et multimédias neufs, déstockages et occasions.

Son siège social est situé 10 rue des Palis (77140) NEMOURS.

Elle est immatriculée au RCS de Melun sous le numéro Siren 523 224 202.

Elle est immatriculée à la Chambre des métiers et de l'artisanat de Seine et Marne.

Son capital social s'élève à 40 000,00 Euros et est divisé 100 parts sociales de 400 Euros de valeur nominale chacune, dont Monsieur KHERBOUCHE Rachid est l'exclusif propriétaire.

La société est dirigée par Monsieur KHERBOUCHE Rachid, gérant.

L'apporteur est associé à 100 % de la SARL PCPACK.

ACANOK – Société bénéficiaire

La société ACANOK est une société par action simplifiée, dont l'objet, tel qu'indiqué dans ses statuts est :

- La prise d'intérêt ou de participation dans toute société commerciale, industrielle, civile quelle que soit leur forme et leur objet par tous moyens, directement ou indirectement ;
- La gestion et l'animations sous toute forme, de toutes sociétés détenues ou non ;
- Et toutes opérations de quelque nature qu'elles soient se rattachant directement ou indirectement à ce qui précède, pourvu que ces opérations ne modifient pas le caractère commercial de la Société.

Son siège social est situé 10 rue des Palis (77140) NEMOURS.

Elle est en cours de constitution et d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés de Melun.

Son capital social s'élève à 1 000 000,00 d'Euros et est divisé en 100 000 actions de 10 Euros chacune, attribué en totalité à Monsieur KHERBOUCHE Rachid.

La société est dirigée par Monsieur KHERBOUCHE Rachid, Président

La société n'a consenti, à ce jour, aucun droit ou émis aucune autre valeur mobilière susceptible de permettre l'attribution ou la souscription de droits sur son capital.

1.3. Description de l'opération

Les modalités de réalisation de l'apport sont exposées, de façon détaillée, dans le projet de traité d'apport.

Elles peuvent se résumer comme suit.

Caractéristiques essentielles de l'apport

L'apporteur détient l'ensemble des parts sociales de la SARL PCPACK depuis la cession de l'intégralité des parts de Madame Farida HADJ AHMED à Monsieur Rachid KHERBOUCHE par décision d'assemblée générale extraordinaire en date du 5 novembre 2012.

Régime juridique

L'apport sera placé sous le régime spécial des plus-values prévu à l'article 150-0 B Ter du Code général des impôts.

En matière de droits d'enregistrement, l'opération est placée sous l'article 809 I Bis du Code général des impôts.

En conséquence, l'apport est exonéré de droit.

Date de réalisation de l'opération

L'opération sera réalisée à l'immatriculation de la société ACANOK.

Conditions suspensives

La réalisation du présent apport est soumis aux conditions suivantes :

- A l'agrément de la SARL PCPACK, conformément aux statuts,
- A la constitution et l'immatriculation de la Société ACANOK.

Il est expressément convenu que la réalisation desdites conditions suspensives devra intervenir au plus tard le 31 août 2020 à défaut de quoi, le présent contrat sera considéré comme caduc et non avenant, sans indemnité de part et d'autre.

1.4. Présentation des apports

Monsieur KHERBOUCHE Rachid apporte à la Société Bénéficiaire :

La pleine propriété des CENT parts sociales de la SARL PCPACK

Numérotées de 1 à 100100 parts sociales

TOTAL DES PARTS SOCIALES APPORTEES100 parts sociales

1.5. Rémunération des apports

En rémunération de l'apport ci-dessus désigné, évalué à 1 000 000,00 d'Euros, il sera attribué à l'apporteur 100 000 actions nouvelles de 10 Euros chacune, entièrement libérées de la Société ACANOK.

Prime d'apport

L'opération ne comporte pas de prime d'apport.

2. DILLIGENCES ET APPRECIATIONS DE LA VALEUR DES APPORTS

2.1. Diligences mises en œuvre par le commissaire aux apports

Nous avons effectué les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle des Commissaires aux Comptes applicable à cette mission.

Dans ce cadre, nous avons notamment :

- Pris connaissance du contexte et des objectifs de l'opération,
- Apprécié la pertinence des méthodes retenues pour déterminer la valeur des apports,
- Contrôlé la réalité des apports et d'apprécier l'incidence éventuelle d'éléments susceptibles d'en affecter la propriété,
- Contrôlé l'exhaustivité des actifs et des passifs transmis à la société bénéficiaire des apports,
- Analysé les valeurs individuelles des apports,
- Analysé la valeur globale des apports.

A cette fin :

- Nous avons étudié les comptes annuels de l'entité, la situation comptable établie au 30/06/2020 et le prévisionnel d'activité,
- Nous avons également apprécié l'évaluation des apports établis par la société selon les méthodes communément utilisées dans ce type d'opérations.

2.2. Appréciation de la méthode de valorisation des apports et de sa conformité à la réglementation comptable

Conformément au règlement ANC 2014-03 les parties ont retenu comme valeur d'apport, la valeur réelle des titres apportés.

L'opération implique des sociétés sous contrôle distinct. De ce fait, la valorisation des apports à la valeur retenue par les dirigeants des entités concernées n'appelle pas de remarque de notre part.

2.3. Réalité de l'apport

Dans le cadre de nos travaux, nous nous sommes assurés de la pleine propriété par Monsieur KHERBOUCHE Rachid des titres de la SARL PCPACK objet du présent apport.

3. CONCLUSION

Sur la base de nos travaux et à la date du présent rapport, nous sommes d'avis que la valeur de l'apport retenue s'élevant à 1 000 000 euros n'est pas surévaluée et, en conséquence, que l'actif net apporté est au moins égal au montant de l'augmentation de capital de la société bénéficiaire.

Par ailleurs, nous précisons que nous n'avons été informés de l'existence d'aucun avantage particulier au cours de notre mission et qu'à l'occasion de celle-ci, nous n'en n'avons pas relevé.

Lisses, le 16 Septembre 2020

Pour CFEC



Christophe RACAUD
Commissaire aux apports

ACANOK

**Société par Actions Simplifiée à associé unique
au capital de 1 000 000 d'euros**

**Siège social : 10 rue des Palis
77140 NEMOURS**

En cours d'immatriculation

STATUTS

ACANOK
Société par Actions Simplifiée à associé unique
au capital de 1 000 000 d'euros
Siège social 10 rue des Palis
77140 NEMOURS
En cours d'immatriculation

ACTE CONSTITUTIF

Le soussigné :

Monsieur KHERBOUCHE Rachid

demeurant 7 rue Foljuif (77140) SAINT-PIERRE-LES-NEMOURS

né le 31 août 1980 à AKBOU BEJAÏA (ALGERIE)

de nationalité algérienne

célibataire

A établi ainsi qu'il suit les statuts d'une société par actions simplifiée à associé unique qu'il a décidé de constituer.

TITRE I

FORME - OBJET - DENOMINATION - SIEGE - DUREE - EXERCICE

Article 1er - FORME

Il est formé par le soussigné une société par actions simplifiée qui sera régie par les présents statuts et par les dispositions spécifiques des articles L. 227-1 à L. 227-20 du Code de commerce et les autres articles du code de commerce notamment dans sa partie réglementaire qui lui sont applicables, et d'une façon générale, tout texte qui s'y substituerait.

Cette société unipersonnelle à l'origine peut passer de la forme unipersonnelle à pluripersonnelle et réciproquement sans modification statutaire, en conservant chaque fois son statut de société par actions simplifiée.

Cette société ne peut faire appel public à l'épargne.

Article 2 - OBJET

La Société a pour objet, directement ou indirectement, et sous quelques formes que ce soit, en France et dans tous pays :

- ✓ la prise de participations ou d'intérêts, sous toutes formes et par tous moyens, notamment par voie de création, de souscription, d'acquisition ou d'apport, dans toutes sociétés, entités juridiques ou entreprises, créées ou à créer, françaises ou étrangères ; la gestion, l'administration, le financement, et la disposition, sous toutes formes et par tous moyens, notamment par voie de cession ou d'apport, de ces participations et intérêts ; l'organisation, l'animation et la direction de ces sociétés, entités juridiques et entreprises ;
- ✓ l'emprunt des fonds nécessaires aux opérations susmentionnées et l'octroi de toutes garanties ou sûretés afin de garantir ses obligations ou les obligations des sociétés, entités et entreprises dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte, accorder des prêts et plus généralement assister financièrement des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou les sociétés du même groupe ;
- ✓ toutes prestations de service, de conseil et d'assistance au profit de toutes sociétés, entités juridiques et entreprises, notamment en matière de stratégie, développement, organisation, management, commercial, marketing, informatique, administration, finance ou autre, ainsi que l'étude, la mise au point et la réalisation de tous projets financiers ou commerciaux ;
- ✓ et plus généralement, toutes opérations de quelque nature qu'elles soient, commerciales, industrielles, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher, directement ou indirectement, à l'objet social ou à tout objet similaire, connexe ou complémentaire, susceptibles d'en permettre ou d'en faciliter la réalisation ou le développement.

Article 3 – DENOMINATION

La dénomination de la Société est :

ACANOK

Dans tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant de la société, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie des mots écrits lisiblement "société par actions simplifiée" ou des initiales " S. A. S. " et de l'indication du montant du capital social, de son siège du numéro unique d'identification suivi de la mention registre du commerce et des sociétés.

Article 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à **10 rue des Palis 77140 NEMOURS**.

Il pourra être transféré en tout endroit du même département par simple décision de l'organe dirigeant, sous réserve de ratification par la prochaine décision de l'associé unique ou par décision collective extraordinaire des associés, et en tout autre lieu suivant décision de l'associé unique ou décision collective extraordinaire des associés.

Article 5 - DUREE

La durée de la société est fixée à **quatre-vingt-dix-neuf (99)** années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévus par les présents statuts.

Article 6 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le **1^{er} janvier** et se termine le **31 décembre** de chaque année.

Par exception, le premier exercice social s'ouvre à la date d'immatriculation et sera clos le 31 décembre 2020.

TITRE II

APPORTS - CAPITAL SOCIAL

Article 7 – APPORTS

Lors de la constitution, il a été procédé à des apports en nature.

Apports en nature

Monsieur KHERBOUCHE Rachid apporte à la Société sous les garanties ordinaires de fait et de droit, ce qui est accepté pour ladite Société par Monsieur KHERBOUCHE Rachid, ès-qualités, 100 % des parts sociales de la société PCPACK, entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée au capital de 40 000,00 Euros dont le siège social est 10 rue des Palis (77140) NEMOURS et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Melun sous le numéro 523 224 202.

Ledit apport est évalué à la somme **1 000 000 euros**.

L'évaluation de l'apport ci-dessus a été effectuée au vu du rapport de la Société Cabinet Fiduciaire d'Expertise Comptable -CFEC représentée par Monsieur Christophe RACAUD, désigné en qualité de Commissaire aux apports par décision de l'associé unique en date du 06 juillet 2020.

Un original du rapport de la société Cabinet Fiduciaire d'Expertise Comptable-CFEC représentée par Monsieur Christophe RACAUD, Commissaire aux apports demeurera annexé au présent contrat.

KR

Article 8 – APPORT EN INDUSTRIE

La société peut émettre des actions en rémunération des apports en industrie qui lui sont effectués. Ces actions sont émises sans valeur nominale et ne sont pas prises en compte pour la formation du capital social. Sous réserve des éventuelles actions de préférence bénéficiant de droits spécifiques, les actions représentatives d'apport en industrie dispose des mêmes droits que les autres actions émises par la société par actions simplifiée et notamment le droit de participer aux décisions collectives et de percevoir des dividendes. Les actions représentatives d'apport en industrie sont attribuées à titre personnel. Elles ne peuvent être cédées et sont annulées en cas de décès de leur titulaire comme en cas de cessation des prestations dues par ledit titulaire. La valeur de ces actions sera évaluée régulièrement, tous les ans et pour la première fois dans un délai de 1 an à compter de leur émission, dans les conditions précisées à l'article L 225-8 du Code de commerce.

Article 9 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de **1 000 000 D'EUROS (UN MILLION D'EUROS)**.

Il est divisé en **100 000 (CENT MILLE) actions de 10 EUROS (DIX EUROS)** chacune, entièrement souscrites, toutes de même catégorie et attribuées à l'associé unique.

En cas de pluralité d'associés, ces actions sont réparties entre les associés en proportion de leurs droits.

Article 10 - MODIFICATION DU CAPITAL

Le capital social peut être augmenté, réduit ou amorti, par décision de l'associé unique, dans les conditions prévues par la loi.

En cas de pluralités d'associés, le capital social peut être augmenté soit par émission d'actions ordinaires, d'actions de préférence, soit par élévation du montant nominal des actions existantes. L'augmentation de capital par majoration du montant des actions nécessite le consentement unanime des associés sauf si elle est réalisée par incorporation de réserves, bénéfiques ou primes d'émission.

Les émissions d'actions de préférence requièrent une décision spéciale de la collectivité des associés aux conditions prévues pour les décisions extraordinaires ; si ces actions sont émises au profit d'un ou plusieurs associés nommément désigné, la procédure relative aux avantages particuliers doit être suivie conformément à l'article L.228-15 du Code de commerce et le bénéficiaire de l'émission ne peut prendre part au vote. L'assemblée qui crée des actions de préférence en définit les droits y attachés.

Les actions nouvelles sont émises au pair ou avec prime.

L'émission d'actions par voie d'augmentation de capital aura lieu dans les conditions prévues par les articles L. 225-129 à L. 225-129-6 du Code de commerce compatibles avec les modalités de prise de décisions propres aux SAS et qui sont retenues par les présents statuts. À cet égard, il est précisé que la collectivité des associés prendra les décisions dans les conditions prévues dans les statuts sans être tenus de réunir une assemblée générale extraordinaire prévue par les textes du Code de commerce.

Les rapports imposés par les textes seront établis par le président ou le directeur général ou les organes titulaires de la délégation de compétence et par les commissaires aux comptes.

Si la collectivité des associés décide de déléguer soit sa compétence pour décider l'augmentation de capital, soit les pouvoirs nécessaires à l'effet de la réaliser cette délégation qui interviendra dans les limites prévues par les textes aura lieu au profit du Président

Il peut être décidé de limiter une augmentation de capital à souscrire en numéraire au montant des souscriptions reçues, dans les conditions prévues par le Code de commerce.

En cas d'augmentation par émission d'actions à souscrire en numéraire le capital ancien doit, au préalable être intégralement libéré et un droit de préférence à la souscription de ces actions est réservé aux propriétaires des actions existantes, dans les conditions légales. Toutefois, les associés peuvent

renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel et la décision collective peut au vu du rapport du président ou de l'autorité habilitée et celui du commissaire aux comptes supprimer ce droit préférentiel en respectant les conditions légales ; il en est de même lorsque l'augmentation de capital est réservée à une ou plusieurs personnes nommément désignées par la décision collective dans ce cas les bénéficiaires de l'augmentation de capital avec suppression du droit préférentiel à leur profit ne peuvent s'ils sont déjà associés prendre part au vote. Ce droit préférentiel est cessible dans les mêmes conditions que l'action. Lorsque les actions sont grevées d'un usufruit, le droit préférentiel de souscription appartient au nu-propriétaire dans les conditions prévues à l'article L. 225-140 du Code de commerce.

Lors de toute augmentation de capital en numéraire, sauf si elle résulte d'une émission préalable de valeurs mobilières donnant accès au capital, la collectivité des associés doit se prononcer sur un projet de résolution spécifique tendant à réaliser une augmentation de capital en faveur des salariés conformément à l'article L.225-129-6 du Code de commerce.

Lorsque l'augmentation de capital a lieu par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, la décision collective statue aux conditions de majorité des décisions ordinaires.

En cas d'apport en nature ou de stipulations d'avantages particuliers, un ou plusieurs commissaires aux apports sont désignés conformément aux dispositions de l'article L.225-147 du Code de commerce. Les associés apporteurs ne prennent pas part au vote sur l'évaluation des apports en nature.

Le capital social peut être réduit par une décision collective prise aux conditions des décisions extraordinaires et à celles prévues par le Code de commerce ; les associés peuvent déléguer tout pouvoir au Président

La réduction de capital à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci à un montant au moins égal à ce minimum, à moins que la société ne se transforme en une autre forme.

La réduction de capital ne peut porter atteinte à l'égalité des associés sauf accord unanime de tous les associés. En cas de réduction de capital non motivée par des pertes, les opérations de capital ne peuvent commencer avant l'expiration du délai d'opposition des créanciers ni le cas échéant, avant qu'il ait été statué en première instance sur cette opposition.

Le capital peut être amorti conformément aux dispositions du Code de commerce.

Article 11 – COMPTE COURANT

L'associé unique ou la pluralité d'associés peuvent, dans le respect de la réglementation en vigueur, mettre à la disposition de la société toute somme dont celle-ci peut avoir besoin sous forme d'avance en « compte courant ».

Les conditions et modalités de ces avances et notamment leur rémunération et les conditions de retrait sont déterminées d'accord commun entre l'associé unique et l'organe dirigeant.

TITRE III

ACTIONS

Article 12 – PROPRIETE - FORME DES ACTIONS - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

Les actions doivent revêtir obligatoirement la forme nominative. Elles donnent lieu à une inscription au compte de leur propriétaire dans les conditions et selon les modalités prévues par les textes en vigueur.

La propriété des actions résulte de leur inscription en compte au nom du ou des titulaires.

En cas de pluralité d'associés, chaque action de capital donne droit, dans la répartition des bénéfices et de l'actif social, à une part nette proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

Les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Les droits et obligations attachés aux actions les suivent dans quelque main qu'elles passent.

KR

La possession d'une action emporte de plein droit adhésion aux présents statuts et aux décisions collectives régulièrement adoptées par les associés.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires d'actions isolées ou en nombre inférieur au nombre requis devront faire leur affaire personnelle du regroupement, de l'achat ou de la vente des actions ou des droits nécessaires

Article 13 - LIBERATION DES ACTIONS

Lors de la constitution de la société, les actions représentant des apports en numéraire doivent être libérées de la moitié au moins de leur valeur nominale lors de leur souscription.

Lors d'une augmentation de capital, les actions de numéraire doivent être libérées du quart au moins de leur valeur nominale lors de leur souscription et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur décision du président dans le délai de cinq ans à compter de l'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, soit en cas d'augmentation de capital, à compter du jour où l'augmentation de capital est devenue définitive.

En outre, conformément à l'article 1843-3 alinéa 5 du Code civil, s'il n'a pas été procédé aux appels de fonds nécessaires pour réaliser cette libération dans le délai légal, tout intéressé peut demander au président du tribunal de commerce statuant en référé soit d'enjoindre sous astreinte au président de procéder à ces appels de fonds, soit de désigner un mandataire chargé de procéder à cette formalité.

Article 14 - CESSIION OU TRANSMISSION D'ACTIONS

1. Forme des cessions

Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la société. En cas d'augmentation de capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci. Elles demeurent négociables jusqu'à la clôture de la liquidation.

Les cessions ou transmissions d'actions sont réalisées à l'égard de la société et des tiers par un transfert inscrit au compte de l'acheteur dans les comptes de la société ; l'inscription au compte de l'acheteur est faite à la date fixée par l'accord des parties et notifiée à la société. Ce transfert est effectué sur la production d'un ordre de mouvement signé du cédant ou de son mandataire précisant la date du transfert prévu entre les parties et s'il y a lieu, d'une acceptation de cet ordre signée par le cessionnaire, notamment si les actions ne sont pas intégralement libérées.

La transmission d'actions à titre gratuit ou en suite de décès s'opère également par un ordre de mouvement transcrit sur les registres de la société, sur justification de la mutation dans les conditions légales. Tous les frais résultants du transfert sont à la charge des cessionnaires.

2. Cessions

Les cessions d'actions par l'associé unique sont libres.

En cas de pluralité d'associés, les actions sont librement cessibles entre associés et entre conjoints, ascendants ou descendants de ceux-ci, même si le conjoint, ascendant ou descendant n'est pas associé. En cas de pluralité d'associés, elles ne peuvent être cédées à des tiers étrangers à la Société qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins la moitié des actions.

A cet effet, la demande d'agrément est notifiée par le cédant à la société par lettre recommandée avec accusé de réception ou par tout autre moyen, en indiquant le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix de cession, l'identité complète de l'acquéreur et, s'il s'agit d'une personne morale, l'identité de ses dirigeants et la répartition de son capital social. Le Président transmet cette demande d'agrément aux associés et met en place la procédure de consultation des associés.

Le président dispose d'un délai de trois (3) mois pour faire connaître au cédant la décision de la collectivité des associés, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par tout autre moyen. A

défaut de réponse dans le délai ci-dessus, l'agrément est réputé acquis et l'associé peut réaliser la cession projetée aux conditions notifiées.

La décision d'agrément ou de refus d'agrément n'a pas à être motivée.

En cas d'agrément, l'associé peut réaliser la cession projetée aux conditions notifiées dans sa demande d'agrément. La réalisation du transfert des actions au cessionnaire agréé doit intervenir au plus tard dans un délai de trente (30) jours de la notification de l'agrément. Passé ce délai, l'agrément sera caduc.

En cas de refus d'agrément du cessionnaire proposé, la société est tenue, dans un délai d'un mois de la notification du refus, d'acquérir ou de faire acquérir les actions de l'associé cédant, soit par des associés, soit par un ou plusieurs tiers agréés suivant la procédure ci-dessus, à moins que le cédant, dans les quinze jours de ce refus, ne notifie à la société le retrait de sa demande.

En cas de rachat des actions par la société, celle-ci est tenue dans un délai de six (6) mois de ce rachat, de les céder ou de les annuler, avec l'accord du cédant, au moyen d'une réduction du capital social.

Le prix de rachat des actions par un ou plusieurs tiers agréés, associés ou par la société, est fixé d'un commun accord entre les parties. A défaut d'accord, il sera déterminé par voie d'expertise, conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code civil. Au vu du rapport d'expertise chacune des parties peut se désister à condition de le faire connaître à l'autre dans les quinze (15) jours du dépôt du rapport de l'expert désigné.

Si à l'expiration du délai prévu ci-avant, l'achat des actions n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné, à moins que le demandeur ait renoncé entre temps à son projet de cession.

La présente clause ne peut être modifiée ou supprimée qu'à l'unanimité de tous les associés.

Les dispositions limitant la libre transmission des actions ne sont pas applicables tant que la société ne comporte qu'un seul associé.

3. Transmission par décès ou par suite de dissolution de communauté

La transmission d'actions par voie de succession de l'associé unique est libre.

En cas de pluralité d'associés, les transmissions par décès ou par suite de dissolution de communauté entre époux doivent être agréées dans les conditions prévues pour l'agrément d'un tiers étranger à la société.

Article 15 – DROIT DE PREEMPTION

En cas de pluralités d'associés, toutes les cessions d'actions, même entre associés, sont soumises au respect du droit de préemption bénéficiant aux associés dans les conditions ci-après.

L'associé cédant notifie au président de la société et à chacun des associés, par lettre recommandée avec accusé de réception ou tout autre moyen, son projet de cession indiquant l'identité de l'acquéreur, le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix offert et les conditions de la cession.

Cette notification vaut offre ferme de cession au prix et conditions indiqués, au profit de tous les associés. Chaque associé bénéficie d'un droit de préemption au prorata de sa participation dans le capital.

La réception de cette notification fait courir un délai de trois (3) mois, à l'expiration duquel, si le droit de préemption n'a pas été exercé par les associés sur la totalité des actions concernées, l'associé cédant pourra réaliser ladite cession, sous réserve de la procédure d'agrément prévue ci-après, aux mêmes prix, termes et conditions que ceux contenus dans sa notification initiale.

Chaque associé dispose alors d'un délai de deux (2) mois à compter de la réception de ce projet de cession, pour exercer son droit de préemption par notification au président, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par tout autre moyen indiquant le nombre d'actions qu'il souhaite acquérir.

Au cas où l'un ou plusieurs des associés n'exerceraient pas leur droit de préemption en proportion de leur quote-part dans le capital, le président ou le directeur général en informe sans délai les associés qui ont exercé leur droit de préemption au prorata de leurs droits en leur indiquant le nombre d'actions non préemptées. Chacun de ces associés bénéficie alors d'un droit de préemption sur ces actions au prorata de sa participation dans le capital après exercice du droit de préemption initial ; pour exercer

ce droit supplémentaire les associés concernés disposent d'un délai de 15 jours à compter de l'information qui leur a été faite par le président ou le directeur général ; à défaut de réponse ce délai vaut renonciation.

A l'expiration dudit délai de deux (2) mois prévu pour la notification du souhait de préemption par les associés, mais avant celle du délai de trois (3) mois de la réception du projet de cession, le président notifie à l'associé cédant, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par tout autre moyen, le résultat de la procédure de préemption.

Lorsque le nombre total des actions que les associés ont déclaré vouloir acquérir est supérieur au nombre d'actions dont la cession est projetée, lesdites actions sont réparties par décision du président entre les associés qui ont exercé leur droit de préemption au prorata de leur participation au capital de la société et dans la limite de leur demande, avec répartition des restes à la plus forte moyenne, mais dans la limite de leur demande.

Lorsque le nombre total des actions que les associés ont déclaré vouloir acquérir est inférieur au nombre d'actions dont la cession est projetée, le droit de préemption est réputé n'avoir jamais été exercé et l'associé cédant est libre de réaliser la cession au profit du cessionnaire initialement prévu et dans les conditions mentionnées dans sa notification, sous réserve de la procédure d'agrément prévue ci-après.

En cas d'exercice du droit de préemption sur la totalité des actions objet de la cession, le cédant doit dans le délai de 8 jours, à compter de l'information qui lui aura faite par le président, adresser à la société les ordres de mouvement relatifs aux actions. L'inscription en compte de l'acheteur sur les registres de la société sera effectuée à réception desdits ordres de mouvement.

Article 16 - INDIVISION - USUFRUIT - NUE-PROPRIETE

Toute action est indivisible à l'égard de la société.

Les copropriétaires d'actions indivises sont tenus de se faire représenter par un seul d'entre eux ou par un mandataire unique. En cas de désaccord, le mandataire est désigné, à la demande du copropriétaire le plus diligent, par ordonnance du Président du tribunal de commerce statuant en référé.

Le droit de vote attaché à l'action appartient au nu-proprétaire, sauf pour les décisions relatives à l'approbation des comptes et l'affectation des résultats où il est réservé à l'usufruitier.

Même privé du droit de vote, le nu-proprétaire d'actions a toujours le droit de participer aux décisions collectives.

Article 17 - MODIFICATIONS DANS LE CONTROLE D'UNE SOCIETE ASSOCIÉ

La société associée dont le contrôle est modifié au sens de l'article L.233-3 du Code de commerce, doit, dès cette modification, en informer le président de la société par lettre recommandée avec accusé de réception, en précisant la date du changement de contrôle et l'identité de la ou des nouvelles personnes exerçant ce contrôle.

Si cette notification n'est pas effectuée, la société associée pourra faire l'objet d'une mesure d'exclusion dans les conditions prévues ci-après.

Dans un délai de trente (30) jours de la réception de cette notification, le président consulte les associés selon le mode de son choix afin de connaître leur décision concernant la suspension de l'exercice des droits non pécuniaires de cet associé et son exclusion éventuelle dans les conditions prévues aux présents statuts. Si cette procédure n'est pas engagée dans ce délai, la société est réputée avoir agréé le changement de contrôle de l'associé. Ces dispositions peuvent s'appliquer, dans les mêmes conditions, à une société qui deviendrait associé à la suite d'une opération de fusion, de scission ou de dissolution.

La présente clause ne peut être modifiée ou supprimée qu'à l'unanimité de tous les associés.

Article 18 - EXCLUSION

En cas de pluralité d'associé, l'exclusion d'un associé peut être prononcée dans les cas suivants :

- Changement de contrôle d'une société associé ou non respect de la procédure prévue ci-avant pour les changements de contrôle,
- Violation des présents statuts,
- Exercice d'une activité concurrente de celle de la société,
- Inexécution totale par un apporteur en industrie de la prestation promise
- Révocation d'un associé de ses fonctions de mandataire social,
- Condamnation pénale prononcée à l'encontre d'un associé,
- Faits ou actes de nature à porter atteinte aux intérêts ou à l'image de marque de la société.

Tout associé faisant l'objet d'une procédure de dissolution, de redressement ou de liquidation judiciaire est exclu de plein droit.

L'exclusion d'un associé est décidée par la collectivité des associés. Pour cette décision et par dérogation expresse aux règles de majorité prévues pour les décisions collectives chaque associé, quelle que soit sa part de capital et le nombre d'actions détenues, ne peut disposer de plus d'une seule voix. La décision sera prise à la majorité des voix exprimées, l'associé dont l'exclusion est susceptible d'être prononcée participe au vote et sa voix est prise en compte pour le calcul de la majorité.

La décision d'exclusion ne peut intervenir que sous réserve du respect des formalités suivantes :

1. Notification du projet d'exclusion doit être faite à l'associé concerné, par lettre recommandée avec accusé de réception adressée par la société au moins soixante jours avant la date prévue pour la réunion de la collectivité des associés, du projet de décision d'exclusion ;

Cette lettre doit contenir les motifs de l'exclusion envisagée et être accompagnée de toutes les pièces justificatives.

2. La société adresse à tous les autres associés une information identique.
3. Lors de la réunion des associés, l'associé dont l'exclusion est demandée peut se faire assister de son conseil et requérir, à ses frais, la présence d'un huissier de justice ;

La décision d'exclusion peut être prise tant en présence qu'en l'absence de l'associé concerné.

Elle prend effet immédiatement après le vote sans autre formalité. La collectivité des associés doit par une résolution distincte également statuer sur le rachat des actions de l'associé exclu et désigner un ou plusieurs acquéreurs desdites actions qui doivent faire offre d'un prix d'achat.

Cette décision est notifiée sans délai à l'associé exclu par lettre recommandée avec accusé de réception.

L'exclusion entraîne de plein droit la suspension des droits non pécuniaires attachés à la totalité des actions de l'associé exclu.

Dans un délai de trente (30) jours de la réception de cette notification, l'associé exclu doit céder ses actions aux acquéreurs désignés par la décision collective d'exclusion.

Le prix de rachat des actions de l'associé exclu est déterminé d'un commun accord ou à défaut, par voie d'expertise dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil. Ce prix liera les parties sauf erreur grossière.

Ce prix devra être payé à l'associé exclu au plus tard dans les dix (10) jours de la fixation du prix.

TITRE IV

ADMINISTRATION - DIRECTION GENERALE

Article 19 - PRESIDENCE

La société est représentée, gérée et administrée par un président, personne physique ou morale, associé ou non.

Lorsqu'une personne morale est nommée président, les dirigeants de celle-ci sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le président est nommé par l'associé unique, pour une durée indéterminée.

Le premier président est désigné au terme des présents statuts. Les présidents subséquents seront nommés par décision de l'associé unique ou par décision collective des associés représentant plus de la moitié des actions.

Le président peut démissionner de ses fonctions à tout moment, sous réserve de prévenir l'associé unique ou les associés trois (3) mois au moins à l'avance, dans ce cas le président doit consulter les associés à l'effet de pourvoir à son remplacement.

La révocation du président ne peut intervenir que pour un motif grave. Elle est prononcée par décision collective des associés, prise à l'unanimité des associés autres que le Président. Toute révocation sans motif grave pourrait ouvrir droit à une indemnisation pour le Président.

Cependant, le président est révoqué de plein droit s'il vient à se trouver dans l'un des cas suivants :

- dissolution, mise en redressement ou liquidation judiciaire du président personne morale,
- exclusion des associés de la société,
- interdiction légale de gérer, diriger ou administrer une entreprise ou une personne morale,
- faillite ou incapacité personnelle d'une personne physique.

Le président représente la société dans ses rapports avec les tiers. A ce titre, il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société ; il les exerce dans la limite de l'objet social.

Dans ses rapports avec les tiers, la société est engagée même par les actes du président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Au sein de la société il exerce tous les pouvoirs de direction, d'administration ou de gestion à l'exception de ceux réservés expressément par la loi ou par les présents statuts.

La rémunération du président est fixée par l'associé unique ou par décision collective des associés. Elle peut être fixe ou proportionnelle ou à la fois fixe et proportionnelle. Il pourra prétendre, en outre, au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement, sur présentation des justificatifs.

Le président peut, sous sa responsabilité, consentir des délégations de pouvoir pour une ou plusieurs opérations ou catégories d'opérations déterminées.

Article 20 - DIRECTION GENERALE

Le président peut, s'il le souhaite, se faire assister d'un directeur général nommé par lui et investi des pouvoirs qu'il entend lui consentir pour une ou plusieurs opérations ou catégories d'opérations déterminées. Il peut être nommé plusieurs directeurs généraux, sans que le nombre de ces derniers puisse excéder cinq.

La durée des fonctions du directeur général est fixée dans la décision de nomination, sans que cette durée puisse excéder celle des fonctions du président.

Toutefois, en cas de décès, démission ou empêchement du président, le directeur général demeure en fonctions, sauf décision contraire des associés, jusqu'à la nomination du nouveau président.

Le directeur général peut être révoqué à tout moment par décision du président. Cette révocation n'ouvre droit à aucune indemnité.

Sauf limitation fixée par la décision de nomination ou par une décision ultérieure, le directeur général dispose des mêmes pouvoirs de direction que le Président. A l'égard des tiers, il a les mêmes pouvoirs de direction et de représentation que ceux du président en application de l'article L.227-6 du Code de commerce ; si nécessaire il justifiera de l'étendue de ses pouvoirs par la production d'une copie certifiée conforme par le président des présents statuts et d'une copie également certifiée conforme par le président du procès-verbal de la décision de sa nomination et d'un extrait K bis.

La rémunération du directeur général est fixée par la collectivité des associés. Elle peut être fixe ou proportionnelle ou à la fois fixe et proportionnelle. Il aura droit également au remboursement, sur justificatifs, des frais engagés par lui dans l'intérêt de la société.

En outre, le directeur général peut bénéficier d'un contrat de travail au sein de la société.

Article 21 - CONVENTIONS REGLEMENTEES ET COURANTES

Toute convention, à l'exception de celles portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales, intervenant entre la société et son président, soit directement, soit par personne interposée, doit être mentionnée au registre des décisions de l'associé unique.

Toute convention intervenant, directement ou par personne interposée entre la Société et son Président, l'un de ses dirigeants, son associé unique ou l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société associée, la Société la contrôlant au sens de l'article L 233-3 du Code de commerce doit être portée à la connaissance des Commissaires aux comptes dans le mois de sa conclusion.

Si le président n'est pas l'associé unique, le président soumettra à l'autorisation préalable de l'associé unique toute convention que celui-ci envisagerait de passer directement ou indirectement avec la SAS.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et éventuellement pour le président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la société.

Conventions interdites : A peine de nullité du contrat, il est interdit au président et au directeur général, autres que des personnes morales, de contracter sous quelque forme que ce soit des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert en compte courant ou autrement ainsi que de faire cautionner ou avaliser par la SAS leurs engagements avec les tiers, le tout en application de l'article L.227-12 et autres conditions prévues par l'article L.225-43 du Code de commerce.

La société peut recevoir de ses associés des fonds en dépôts, sous forme d'avances en compte courant. Les modalités et conditions de ces avances, et notamment leur rémunération et les conditions de retrait sont déterminées d'un commun accord entre l'associé intéressé et le Président.

TITRE V

DECISIONS SOCIALES

Article 22 – DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE

L'associé unique, qui ne peut déléguer ses pouvoirs, est seul compétent pour prendre les décisions suivantes :

- approbation des comptes et affectation du résultat,
- approbation des conventions intervenues entre un dirigeant et la société,
- nomination, révocation et rémunération du président,
- nomination des commissaires aux comptes,
- augmentation, amortissement ou réduction du capital,
- émission d'actions en industrie inaliénables,
- fusion et scission,
- dissolution de la société,
- transformation en société d'une autre forme,
- toutes modifications statutaires.

Toutes les autres décisions sont de la compétence du président.

Les décisions de l'associé unique sont répertoriées dans un registre.

Article 23 – DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIÉS

En cas de pluralité d'associés, les décisions qui relèvent de la compétence des associés sont les suivantes :

- augmentation, amortissement ou réduction du capital,
- émission d'actions en industrie inaliénables,
- fusion et scission,
- transformation en société d'une autre forme,
- dissolution,
- nomination, révocation et rémunération du président,
- nomination de commissaires aux comptes,
- approbation des comptes annuels et affectation des résultats,
- approbation des conventions intervenues entre un dirigeant et la société,
- toutes modifications statutaires.

Toutes les autres décisions relèvent de la compétence du président.

Les décisions collectives sont prises à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote, présents ou représentés ; les associés absents ou décidant expressément de ne pas voter ne sont pas pris en compte pour le calcul de la majorité.

1. Convocation

L'assemblée générale est convoquée par le président ou par un mandataire désigné en justice en cas de carence du président.

Des assemblées générales peuvent être convoquées à toute époque de l'année.

Les convocations sont faites quinze (15) jours au moins à l'avance sur première convocation et six jours au moins à l'avance sur deuxième convocation, soit par lettre simple ou recommandée adressée au dernier domicile connu de chaque associé, soit par voie électronique.

Tout associé consent à l'utilisation de la voie électronique en vue de la convocation à toute assemblée générale. En outre, tout associé ayant consenti à l'utilisation de la voie électronique peut, par cette



voie ou par lettre recommandée, demander le retour à un envoi postal 20 jours au moins avant la date de l'assemblée suivante.

Le ou les commissaires aux comptes doivent être convoqués à toute décision collective, en même temps et dans la même forme que les associés.

Toute assemblée irrégulièrement convoquée peut être annulée. Toutefois, l'action en nullité n'est pas recevable lorsque tous les associés étaient présents ou représentés.

L'ordre du jour est arrêté par l'auteur de la convocation. Il contient, le cas échéant, les propositions émanant d'un ou plusieurs associés dans les conditions fixées par la loi.

2. Composition de l'assemblée générale

Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives, personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède. Il doit justifier de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective.

L'assemblée générale, régulièrement convoquée et constituée, représente l'ensemble des associés ; ses décisions sont obligatoires pour tous, même pour les dissidents, les incapables et les absents.

Un associé ne peut se faire représenter que par son conjoint ou par un autre associé.

Les mineurs et incapables sont représentés par leurs tuteurs et administrateurs, sans que ces derniers aient besoin d'être personnellement associés. Une personne morale est valablement représentée par son représentant légal ou par son représentant permanent.

3. Tenue de l'assemblée générale

L'assemblée générale est présidée par le président ou par toute personne déléguée à cet effet par le président ou, à défaut, par une personne désignée par l'assemblée. En cas de convocation par le commissaire aux comptes, par un mandataire de justice ou par un liquidateur, l'assemblée est présidée par celui qui l'a convoquée.

Il est tenu une feuille de présence dûment élargée par les associés présents et les mandataires des associés.

Tout associé a autant de voix qu'il possède d'actions ou en représente.

Les votes sont exprimés à main levée, à moins que le scrutin secret ne soit demandé par un ou plusieurs associés représentant ensemble le dixième du capital représenté à l'assemblée.

Pour toutes les assemblées, les associés ont la faculté de voter par correspondance.

Les délibérations sont constatées par des procès-verbaux signés par le président et un associé.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont valablement certifiés par le président, un directeur général ou un liquidateur.

TITRE VI

COMMISSAIRES AUX COMPTES

Article 24 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

L'associé unique désigne, dans les conditions et avec la mission fixée par la loi, s'il y a lieu, un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires, dont les fonctions expirent à l'issue de la décision de l'associé unique prise sur les comptes du sixième exercice.

Un ou plusieurs commissaires suppléants, appelés à remplacer les titulaires en cas de décès, de démission, d'empêchement ou de refus de ceux-ci, sont désignés s'il y a lieu en application de l'article L 823-1 du Code de commerce, pour une même durée par l'associé unique.

En cas de pluralité d'associés, les commissaires aux comptes sont désignés par décision collective des associés.

TITRE VII

COMPTES ANNUELS - BENEFICES – RESERVES

Article 25 - COMPTE ANNUELS - RAPPORT DE GESTION

A la clôture de chaque exercice, le président dresse un inventaire et arrête les comptes annuels et le cas échéant les comptes consolidés, ainsi que le rapport de gestion conformément à l'article L 232-1 du code de commerce.

Les comptes annuels et le rapport de gestion sont communiqués aux commissaires aux comptes et présentés à l'associé unique, s'il n'est pas président.

L'associé unique approuve les comptes, après rapport du commissaire aux comptes s'il en a été désigné un.

L'associé unique personne physique président de la SAS, pour l'approbation des comptes de la société, dépose au registre du commerce et des sociétés dont dépend la société : l'inventaire et les comptes annuels dûment signés. Il n'est pas tenu de porter au registre des décisions le récépissé délivré par le greffe du tribunal de commerce.

Lorsque des comptes consolidés sont établis, ils sont présentés avec le rapport sur la gestion du groupe et le rapport du président pour l'information des associés.

En cas de pluralité d'associés, à la clôture de chaque exercice, le président dresse un inventaire et établit les comptes annuels et un rapport sur sa gestion, si la loi l'impose, au cours de l'exercice écoulé.

La collectivité des associés doit statuer sur l'approbation de ces comptes, au vu du rapport de gestion et des rapports des commissaires aux comptes.

Lorsque des comptes consolidés sont établis, ils sont présentés avec le rapport sur la gestion du groupe et le rapport des commissaires aux comptes pour l'information des associés.

Article 26 - AFFECTATION DU BENEFICE - RESERVES

Le compte de résultat qui récapitule les produits et les charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice, diminué le cas échéant des pertes antérieures, il est d'abord prélevé :

- cinq pour cent (5 %) au moins pour constituer le fonds de réserve légale, prélèvement qui cesse d'être obligatoire lorsque ce fonds a atteint le dixième du capital, mais qui reprend son cours si, pour une cause quelconque, cette quotité n'est plus atteinte,
- et toutes sommes à porter en réserve en application de la loi.

Le solde, augmenté du report bénéficiaire, constitue le bénéfice distribuable, qui est à la disposition de l'associé unique pour être perçu à titre de dividende, affecté à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires ou reporté à nouveau.

En outre, l'associé unique peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont il a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être décidée lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

La perte, s'il en existe, est inscrite à un compte spécial pour être imputée sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

En cas de pluralité d'associés, la collectivité des associés se prononce sur l'affectation du résultat.

Article 27 - PAIEMENT DES DIVIDENDES ET ACOMPTES

Le paiement des dividendes est effectué à la date et aux lieux fixés par l'associé unique.

La mise en paiement doit intervenir dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice.

L'associé unique peut, avant l'approbation des comptes de l'exercice, mettre en distribution un ou plusieurs acomptes sur les dividendes en respectant la procédure prévue à l'article L.232-12 du Code de commerce.

Si la société n'a pas de commissaire aux comptes, l'associé unique devra en désigner un avec pour mission de certifier le bilan prévu à l'article précité.

Tous dividendes qui n'ont pas été perçus dans les cinq (5) années à partir de la date de leur mise en paiement sont prescrits conformément à la loi.

En cas de pluralité d'associés, le paiement des dividendes est effectué à la date et aux lieux fixés par la décision collective des associés ou à défaut, par le président. La mise en paiement doit intervenir dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice.

TITRE VIII

DISSOLUTION - LIQUIDATION - CONTESTATIONS

Article 28 – DISSOLUTION - LIQUIDATION

La société est dissoute à l'arrivée du terme statutaire, sauf prorogation régulière, et en cas de survenance d'une cause légale de dissolution.

La dissolution anticipée peut à tout moment être prononcée par décision de l'associé unique ou décision collective des associés.

Lorsque la société ne comporte qu'un associé et si cet associé unique n'est pas une personne physique, la dissolution, pour quelque cause que ce soit, entraîne la transmission universelle du patrimoine social à associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation, dans les conditions prévues à l'article 1844-5 du Code civil.

En cas de pluralité d'associés, la dissolution de la société entraîne sa liquidation dans les conditions prévues par les dispositions du code de commerce. Le boni de liquidation est réparti entre les associés proportionnellement au nombre de leurs actions.

Article 29 - CONTESTATIONS

Toutes contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la société ou au cours de sa liquidation, soit entre les associés et la société, soit entre les associés eux-mêmes, relativement aux affaires sociales, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents dans les conditions de droit commun.

KR

TITRE IX

NOMINATION DU PREMIER PRESIDENT

ENGAGEMENTS - FORMALITES CONSTITUTIVES

Article 30 - NOMINATION DU PREMIER PRESIDENT

Le premier président de la société, nommé sans limitation de durée, est :

Monsieur KHERBOUCHE Rachid

Demeurant 7 rue Foljuif (77140) SAINT PIERRE LES NEMOURS,

Né le 31 août 1980, à AKBOU BEJAÏA (Algérie)

de nationalité algérienne,

signataire aux présentes, qui déclare accepter ce mandat et affirme qu'il n'existe aucune incapacité, incompatibilité ou interdiction susceptible de lui interdire d'exercer cette fonction.

Article 31 - FORMALITES CONSTITUTIVES - IMMATRICULATION AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

La présente société ne sera définitivement constituée qu'après l'accomplissement des formalités prescrites par la loi. Elle acquerra la jouissance de la personnalité morale à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

La publication de la société sera effectuée :

- par insertion, dans un journal d'annonces légales du département du siège social, de l'avis de constitution ;
- par le dépôt, en double exemplaire, au greffe du tribunal de commerce, des pièces prévues par la loi ;
- et par l'immatriculation au registre du commerce et des sociétés du lieu du siège social.

Tous pouvoirs sont donnés à cet effet au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait des présents statuts, comme de toutes autres pièces qui pourraient être déposées.

Dans l'attente de l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés, l'associé soussigné donne mandat exprès au président, à l'effet de réaliser immédiatement, au nom et pour le compte de la société, les actes et engagements suivants :

- 1°) engager le personnel qu'elle jugera utile à la bonne marche de la Société,
- 2°) faire toutes acquisitions de matériels et d'équipements,
- 3°) faire ouvrir tous comptes bancaires et postaux,
- 4°) souscrire tous contrats d'assurance, tous abonnements téléphoniques,
- 5°) prendre à bail, acheter tous locaux, fonds de commerce nécessaires à la Société pour l'exploitation de son objet social
- 6°) et généralement, faire toutes opérations nécessitées par l'objet social.

Ces actes et engagements seront repris de plein droit par la société par le seul fait de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.



Article 32 - FRAIS

Les frais, droits et honoraires des présentes et de leurs suites incombent au soussigné jusqu'à ce que la société soit immatriculée au registre du commerce et des sociétés. A compter de cette immatriculation, ils seront pris en charge par la société qui devra les amortir avant toute distribution de dividendes et au plus tard dans un délai de cinq ans.

Article 33 – REGIME FISCAL

Conformément à l'article 206-3 du Code général des impôts, l'associé unique déclare opter pour l'impôt sur les sociétés.

Fait à NEMOURS,

L'an deux-mille-vingt,
et le 30 juillet 2020
en autant d'originaux que nécessaire.

Monsieur KHERBOUCHE Rachid

Bon pour acceptation des fonctions de Président

Lu et approuvé

Bon pour acceptation des fonctions de président.


